



HAL
open science

Le désarmement pour le développement. Un pari mal engagé

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le désarmement pour le développement. Un pari mal engagé. Economie et Humanisme, 1983. hal-03250742

HAL Id: hal-03250742

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03250742>

Submitted on 4 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le désarmement pour le développement. Un pari mal engagé

Jacques Fontanel

Economie et Humanisme n°271
Mai-Juin 1983.

Le désarmement pour le développement est un concept et une proposition qui a souvent été présentée par la diplomatie française. Il s'agit de limiter l'importance financière accordée aux canons au bénéfice du beurre. Sauf que l'on ajoute une deuxième idée, celle de l'aide au développement des pays les plus pauvres. Le principal défi, c'est qu'une réduction de l'effort militaire conduit, à très court terme, à l'obsolescence du capital destiné à la fabrication des armes, un capital dont l'utilisation à des fins civiles n'est ni adapté, ni rentable dans le cadre d'une mise en concurrence. Dans ce contexte, si l'idée diplomatique est intéressante, sa réalisation pose de nombreux problèmes, concernant l'estimation et les comparaisons des dépenses militaires, le coût du désarmement, le lien avec l'aide au développement et la fin espérée de la guerre froide.

Disarmament for development is a concept and a proposal that has often been presented by French diplomacy. It is about limiting the financial importance of guns for the benefit of butter. Except that a second idea is added, that of development aid to the poorest countries. The main challenge is that a reduction in the military effort leads, in the very short term, to the obsolescence of the capital intended for the manufacture of weapons, a capital whose use for civilian purposes is neither adapted nor profitable in the context of a competitive market. In this context, while the diplomatic idea is interesting, its realisation poses many problems, concerning the estimation and comparison of military expenditure, the cost of disarmament, the link with development aid and the hoped-for end of the Cold War.

Mots clés : Désarmement, développement économique, aide au développement
Disarmament, economic development, development aid.

Depuis sa création, l'O.N.U. promeut le désarmement. Cependant, après plusieurs propositions, la session extraordinaire de l'assemblée générale de 1978 a souligné la nécessité de lier la réduction de la course aux armements et le développement économique et social de tous les pays. *« Il existe un lien étroit entre le désarmement et le développement. Les progrès du premier contribueraient grandement à la réalisation du second. Les ressources libérées par suite de l'application de mesures de désarmement devraient donc être consacrées au développement économique et social de toutes les nations et servir à combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en voie de développement »* (1). L'assemblée générale a prié alors le secrétaire général de l'O.N.U. d'entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux, une étude des rapports entre le désarmement et le développement. Le rapport de ce groupe a été rendu en août 1981. Il recommandait notamment :

- une évaluation de la nature et de l'ampleur des coûts socio-économiques des préparatifs militaires et une information correcte de l'opinion publique ;
- la mise en place d'un programme de planification en vue de libérer des ressources par la réduction des dépenses militaires et de développer des études mettant en évidence les avantages de la réaffectation des ressources militaires dans la

(1) Document final de la dixième session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies (résolution S-10/2 du 30 juin 1978, § 35).

solution des problèmes économiques nationaux et internationaux ;

– l'étude d'un fonds international de désarmement pour le développement.

Le rapport n'a pas été accepté à l'unanimité. Les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, notamment, ont contesté l'examen consacré aux arsenaux et aux stratégies nucléaires, les résolutions de l'O.N.U. sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international et surtout l'analyse concernant la reconversion et la réaffectation des ressources militaires (2).

Si la première session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement a été un événement considérable, la session extraordinaire de juin 1982 a souligné son **échec final**. « *Le programme d'action contenu dans le document final reste en grande partie inappliqué. Un certain nombre de négociations importantes n'ont pas été entamées ou ont été suspendues... En résumé, aucun progrès important n'a été réalisé depuis l'adoption du document final en 1978 en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, et la situation s'est encore aggravée* » (3). Le problème spécifique du désarmement pour le développement n'a pratiquement pas été abordé. Est-ce à dire que ce thème mobilisateur de l'opinion publique va être négligé dans les années à venir ? Il semble, malheureusement, que la réponse à cette question soit positive. Le désarmement lui-même est d'autant plus réclamé par les Etats que ceux-ci se lancent éperdument dans la course aux armements. Les Etats-Unis prévoient plus de 1 600 milliards de dollars de dépenses militaires de 1982 à 1987 et une production de plus de 14 000 bombes (stratégiques et tactiques) et missiles nouveaux dans leur arsenal nucléaire.

A l'heure actuelle, le désarmement pour le développement est politiquement irréalisable. On peut en outre s'interroger sur l'intérêt d'un tel lien au plan économique. En effet, une réduction des dépenses militaires ne produit un effet positif sur le développement que si l'on admet deux hypothèses que nous allons tour à tour examiner :

– l'armement est un frein au développement ;

(2) Rapport du groupe d'experts de l'O.N.U. sur le désarmement pour le développement. A/36/356, New York, 3 septembre 1981.

(3) Conclusion du rapport de la commission spéciale de la deuxième session extraordinaire du désarmement. Ministère des Relations Extérieures, Direction des affaires politiques, sous-direction du désarmement, n° 272/DT. Paris, août 1982.

(4) W. Léontief et F. Duchin : « *Worldwide implications of hypothetical changes in military spending (an input-output approach)*. » Prepared for USACDA. August 1980.

W. Léontief et F. Duchin : « *Worldwide economic implications of a limitation on military spending* ». Prepared for United Nations Centre for Disarmament. June 1980.

- le développement peut être financé en partie par les transferts de ressources militaires des pays développés vers les activités civiles des pays pauvres.

l'armement est-il un frein au développement ?

Les dépenses militaires sont considérées comme des dépenses improductives et elles sont généralement analysées par les économistes comme un gaspillage des ressources. De ce fait, leur transfert vers les activités civiles ne peut avoir que des effets positifs sur le développement. Plusieurs études ont été réalisées au plan mondial, dans les pays développés et dans les pays en voie de développement sur ce sujet.

l'armement gaspille les richesses mondiales

Le groupe d'experts des Nations Unies sur le désarmement pour le développement a mis en évidence l'importance de l'activité militaire dans le monde :

- Les dépenses militaires représentent **600 milliards de dollars**, soit 6 % du PNB mondial.
- **50 millions de personnes** sont employées directement ou indirectement dans les activités militaires (dont 25 millions dans les forces armées, 10 millions dans les forces paramilitaires et 500 000 chercheurs).
- La recherche-développement militaire utilise 20 % des ingénieurs et scientifiques de la planète (85 % d'entre eux sont américains ou soviétiques).
- La production militaire industrielle représentait près de 130 milliards de dollars en 1980.

Wassily Leontief et Faye Duchin (4) ont simulé plusieurs scénarios de dépenses militaires jusqu'à l'an 2000, en utilisant le modèle d'échanges interindustriels de l'économie mondiale mis au point pour l'Organisation des Nations Unies. Le tableau n° 1 met en évidence les résultats obtenus pour le produit national brut par habitant et la consommation par habitant. **Les procédures de désarmement conduisent à une amélioration substantielle de la croissance économique.** En règle générale, toutes les régions bénéficient d'une réduction de la course aux armements, à l'exception des pays en développement producteurs de pétrole, des pays d'Asie à économie planifiée (même si leur consommation par habitant augmente) et de l'Afrique Australe.

TABLEAU N° 1
Consommation par habitant et PIB par habitant en l'an 2000 selon trois scénarios (en dollars)

Régions	Consommation par habitant			PIB par habitant		
	A	B	C	A	B	C
1. Pays arides						
Afrique	124	103	59	163	143	100
2. Pays Asie à économie planifiée	251	244	224	372	380	400
3. Pays Asie faibles revenus	102	97	84	140	136	123
4. Pays de l'Est revenus moyens	3 008	2 843	2 460	4 894	4 745	4 409
5. Pays Asie hauts revenus	4 423	4 349	4 169	6 801	6 734	6 572
6. Amérique Latine revenus moyens	1 182	1 152	1 079	1 374	1 338	1 256
7. Amérique Nord	5 220	5 014	4 383	7 937	7 814	7 444
8. Océanie	4 109	4 065	3 952	5 411	5 386	5 327
9. Afrique, Moyen-Orient producteurs pétrole	2 553	2 553	2 553	3 868	3 951	4 161
10. U.R.S.S.	3 612	3 374	2 657	5 791	5 410	5 386
11. Afrique australe	956	937	896	1 320	1 320	1 320
12. Afrique tropicale	201	193	174	251	245	229
13. Europe occidentale hauts revenus	3 959	3 869	3 638	5 922	5 858	5 703
14. Europe occidentale revenus moyens	615	591	522	961	940	875
15. Amérique latine faibles revenus	246	242	230	422	418	403

Scénarios :

A : Dépenses militaires en l'an 2000, égales à 420,9 milliards de dollars (1970), achats de matériels de 173,6 milliards de dollars (1970) et 24,8 milliards de dollars (1970) de commerce des armes.

B : Dépenses militaires, en l'an 2000, égales à 646 milliards de dollars (1970), achats de matériels de 265,5 milliards de dollars (1970) et 36,8 milliards de dollars (1970) de commerce des armes.

C : Dépenses militaires égales à 1 286,7 milliards de dollars (1970), des achats de matériels militaires de 526,6 milliards de dollars (1970) et un commerce des armes de 90,3 milliards de dollars 1970 en l'an 2000.

analyse est évidemment remise en question par les auteurs marxistes, pour lesquels désarmement et développement capitalistes sont antinomiques.

L'influence des dépenses militaires sur la croissance économique américaine a fait l'objet de nombreuses études dont les plus célèbres sont celles de Baran et Sweezy (5), de Seymour Melman (6) et de Galbraith (7).

Pour Baran et Sweezy, la croissance des dépenses militaires est nécessaire au système économique américain dans sa lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. L'effort d'armement favorise l'exploitation des travailleurs dans l'espace capitaliste. Cette présentation a été reprise partiellement par **Galbraith** pour lequel le budget militaire a pour fonction essentielle de **stériliser une partie du surplus** consécutif à l'accroissement de richesse. Les dépenses militaires diminuent les difficultés rencontrées par l'écoulement de la production (thèse de Luxembourg-Kalecki de la sous-consommation) et elles réduisent les potentialités de hausses des prix engendrées par un excès des dépenses de consommation.

Evidemment, le modèle de Léontief est très agrégé et il suppose l'équilibre des dépenses militaires des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. en l'an 2000. Il souligne cependant les effets généralement négatifs de la course aux armements pour l'ensemble de l'économie mondiale et des régions économiques, à l'exception de deux d'entre elles.

l'armement réduit généralement les potentialités de croissance des pays développés

Pour les théoriciens classiques et néo-classiques, la guerre est un phénomène extra-économique, qui peut être éliminé par la mise en place des structures et des règles du capitalisme concurrentiel. Cette

(5) P. Baran et Sweezy : « **Le capitalisme monopoliste** ». Maspéro 1968.

(6) S. Melman : « **The permanent war** ». Schluster et Simon. 1974, New York.

(7) K. Galbraith (attribué à) : « **La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres** ». Préface de Mac Lawress. Calmann-Lévy. Paris 1968.

Pour Seymour Melman, les dépenses militaires exercent un rôle très négatif sur la croissance économique américaine. La **militarisation** de l'économie **sape la puissance de l'économie de marché**, elle détruit la monnaie en favorisant le développement d'une inflation durable et elle diminue le pouvoir de décision des unités économiques productives.

Plusieurs études économétriques ont été réalisées, notamment dans le cadre du groupe d'experts des Nations Unies sur le « désarmement pour le développement ». S'il n'est pas toujours possible de généraliser les résultats, il est possible toutefois de tirer quelques conclusions générales :

– Les dépenses militaires semblent jouer un **rôle plutôt négatif** sur la croissance des pays développés ;

– L'effort d'investissement est d'autant plus fort que les dépenses militaires diminuent. Il existe donc une substituabilité quasi constante entre l'investissement et le choix des armes.

– Cependant, le rôle des dépenses militaires sur les économies nationales des pays développés reste relativement faible. Les effets « multiplicateurs » ou « diviseurs », sans être négligeables, n'en sont pas moins de faible amplitude.

Les études faites sur les économies des pays de l'Est souffrent de l'insuffisance des informations disponibles. Pourtant, il ne semble pas y avoir, au niveau des résultats économétriques, de divergences notables par rapport aux relations mises en évidence dans les économies de marché. « *D'une*

(8) Rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur le désarmement pour le développement, p. 94.

(9) E. Benoit : « **Defence and economic growth in developing countries** ». Lexington Books. 1973. Boston.

(10) K. Subrahmanyam : « **Defence and development** ». Minerva. Calcutta 1973.

(11) S.-G. Neuman : « **Security, military expenditure and socio-economic development. Reflections in Iran** ». Orbis, vol. 22, n° 3, 1978.

(12) J. Fontanel : « **Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'U.R.S.S., des U.S.A., de l'Égypte et d'Israël** ». Cahiers du CEDSI. Université Sciences sociales, Grenoble, 1982.

(13) R. Faini, P. Annez, L. Taylor : « **Defence spending, economic structure and growth: evidence among countries and over time** ». Rapport pour le groupe d'experts des Nations Unies « Développement pour le désarmement ». MIT, 1980.

(14) S. Deger : « **The developmental effect of military expenditure in LDCs** ». Paper for colloque armement-désarmement-droits de l'homme-désarmement. UNESCO, octobre 1982.

(15) A. Dessouki : « **The effects of arms race and defence expenditures on development. A case study of Egypt** ». Rapport pour le groupe des Nations Unies « Désarmement pour le développement », 1980.

(16) J. Fontanel : Op. cit. Cahiers du CEDSI, n° 1.

(17) J. Encinas del Pando : « **The declaration of Ayacucho** ». Rapport pour le groupe « Désarmement pour le développement », 1980.

manière générale, les dépenses militaires n'ont ni plus ni moins d'effets défavorables à la croissance économique dans les pays à économie planifiée que dans les économies à économie de marché. Dans les deux cas, l'intensification de la course aux armements a des effets cumulatifs préjudiciables à l'économie qui, avec le temps, sont de plus en plus difficiles à corriger » (8).

les effets perniciox de l'armement dans les pays pauvres

Les économistes considèrent, traditionnellement, que les dépenses militaires exercent un effet négatif sur la croissance des pays en voie de développement. Pourtant, Emile Benoit a provoqué un fameux débat en affirmant que les pays qui subissaient les plus lourds fardeaux de défense étaient aussi ceux qui obtenaient les meilleurs taux de croissance de leur économie (9). Cette hypothèse a été en partie vérifiée pour l'Inde (10), l'Iran du Shah (11) et Israël (12). Des recherches plus complètes ont alors été entreprises sur un grand nombre de pays pauvres.

L'étude de Faini, Annez et Taylor (13) portant sur 69 pays de 1952 à 1970 met en évidence la corrélation statistique négative entre les dépenses militaires et la croissance économique. Elle souligne l'action de substitution qui existe, en général, entre les dépenses militaires et l'épargne et l'investissement. Ce résultat est confirmé par Deger (14).

Des recherches plus complètes et moins sujettes aux hypothèses concernant la sommation d'unités monétaires ont été entreprises, pays par pays. C'est ainsi qu'il a été démontré que les périodes de fortes dépenses militaires en Egypte ont été aussi celles d'une croissance importante des dépenses publiques, d'énormes déficits budgétaires et d'emprunts étrangers importants. Les programmes militaires ont alors largement contribué à la stagnation et surtout au blocage des potentialités réelles de développement (15, 16).

Plusieurs gouvernements ont pourtant considéré que le secteur d'armement pouvait « entraîner » le développement économique. Ils promeuvent une politique d'import-substitution, favorisant la production nationale des produits importés. Ils suggèrent que la production d'armes peut être « industrialisante », c'est-à-dire qu'elle est susceptible, du fait des relations interindustrielles qu'elle requiert, de susciter un réel développement économique. José Encinas del Pando (17) met en évidence une forte corrélation positive entre les dépenses militaires et le taux de croissance pour les pays d'Amérique Latine, et plus particulièrement pour la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela. Cependant, une corrélation n'implique pas une

relation causale. D'autre part, les pays les plus concernés par cette relation statistique ne sont pas les plus grands producteurs d'armes. Enfin, le développement économique ne peut pas être simplement perçu à partir du seul indicateur du taux de croissance du produit national brut. José Encinas del Pando conclut même qu'il y a une contradiction entre l'effort militaire et le développement économique et social et il souligne les tensions et l'instabilité politiques que ne manque pas de provoquer une augmentation sensible des dépenses de défense.

Le secteur militaire, sauf exception (Israël et Inde, par exemple), ne peut être industrialisant et ce pour plusieurs raisons :

- Les systèmes d'armes bénéficient d'économies d'échelle substantielles. Or, les pays en voie de développement sont rarement assurés d'un volume d'exportation suffisant pour réduire les coûts de leur production.
- La technologie militaire favorise la réalisation des performances techniques au détriment, bien souvent, de la qualité économique du produit. L'industrie des armes est d'autre part fortement capitalistique et elle exige une main-d'œuvre très qualifiée. Or, ces deux ressources (capital et travail qualifié) sont rares dans les pays du Sud et leur utilisation dans le secteur militaire empêche le développement des autres secteurs économiques.
- La complexité des techniques et la rareté des matériaux utilisés rend impossible pour les pays pauvres la production nationale de tous les composants des armes. Il subsiste donc une dépendance très importante à l'égard des pays développés.

Les pays de l'OPEP à surplus financiers échappent à cette analyse. Le recyclage de la rente pétrolière se fait, en partie, par l'achat de matériels militaires. **Plus du tiers des revenus pétroliers sont affectés au secteur de la défense**, par importation massive d'armes. Ne disposant pas de capacités industrielles susceptibles de promouvoir une production d'armements nationale, il n'existe aucun effet multiplicateur sur l'économie de l'effort militaire. Au contraire, l'importante demande d'infrastructures militaires accroît la tension des ressources rares et elle retarde les projets sociaux de développement. Il en résulte à la fois une détérioration grave des ressources en devises, un effet de démonstration militaire favorable à la course aux armements dans la région du Golfe et la création de sous-impérialismes régionaux. *« Le choc des armements répond plus aux objectifs planétaires des pays vendeurs qu'aux*

(18) A. Sid Ahmed : « Les politiques de défense dans les pays de l'OPEP à surplus financiers ». Colloque UNESCO, octobre 1982, pp. 1-8.

besoins spécifiques des pays acheteurs, sans parler du rôle majeur joué par les achats d'armements dans la récupération par les pays consommateurs de la rente pétrolière... L'une des conséquences paradoxales des réajustements des prix du pétrole est bel et bien d'avoir propulsé certains pays producteurs de pétrole du Tiers Monde dans les grands conflits planétaires » (18).

En conclusion, les dépenses militaires exercent normalement un effet négatif sur la croissance économique des pays en voie de développement. Au plan économique, l'Inde (grand pays autrefois importateur d'armes et lourdement endetté) et Israël (aide internationale et endettement) constituent de notables exceptions, même si les effets politiques de leur production d'armement peuvent, à terme, se révéler très coûteux : affaiblissement de l'image pacifique et perte d'influence de l'Inde dans les instances internationales, nécessité de ventes d'armes aux pays dictatoriaux (Afrique du Sud, pays d'Amérique Latine) et mise en cause dans tous les grands conflits planétaires pour Israël.

le désarmement peut-il favoriser le financement du développement ?

Pour la plupart des observateurs économiques internationaux, il n'est pas acceptable de produire des armes de destruction, alors que les besoins fondamentaux des hommes ne sont pas complètement satisfaits. Or, les dépenses militaires sont improductives et elles réduisent les potentialités de croissance aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement. Il conviendrait donc de faire un transfert des ressources affectées au secteur militaire des pays du Nord vers des activités civiles productives des pays du Sud. Ainsi, le développement économique et social mondial pourrait être assuré.

Il existe plusieurs propositions de transfert, mais aucune d'entre elles n'a pu aboutir. Les économistes doivent aussi s'interroger sur les possibilités concrètes et l'intérêt de ces transferts de ressources.

de nombreuses propositions sans suite...

Plusieurs mesures institutionnelles ont été proposées, mais nous ne retiendrons pour l'analyse, que

les propositions françaises de 1955 et 1978 et la proposition soviétique de 1973 (19).

- **Le Plan Edgar Faure de 1955** prévoyait un programme de désarmement contrôlé par des experts, l'utilisation des ressources épargnées au profit des pays pauvres et la mise en place d'un organisme qualifié diffusant des informations sur les dépenses militaires en vérifiant la conformité des déclarations des Etats. Des accords internationaux de limitation des armements auraient ainsi permis une réduction des dépenses militaires sous son contrôle. Une partie des ressources libérées et attribuées à ce Fonds aurait été mise à la disposition du gouvernement intéressé et le reste aurait été transféré vers les pays en voie de développement (19). En fait, le système ingénieux de ce projet ne pouvait être opérationnel pour trois raisons au moins : 1) il impliquait la diffusion d'informations militaires que de nombreux pays dont l'U.R.S.S. ne souhaitaient pas fournir, 2) il supposait que les problèmes de comparaisons internationales des dépenses militaires soient résolus, 3) le système était dangereux, à court terme, pour la paix dans l'hypothèse où un pays aurait pu tricher sur les chiffres publiés et prendre ainsi une avance militaire non négligeable.

- **La proposition soviétique de 1973** d'une réduction de 10 % des budgets militaires des Etats membres du Conseil de Sécurité et l'affectation de 10 % des fonds ainsi économisés au développement économique et social des pays pauvres, présentait plusieurs lacunes :

- absence de définition des dépenses militaires et de procédure de vérification ;
- mauvaise définition des contribuables potentiels ;
- exclusion des pays du Sud à la contribution du désarmement pour le développement.

Cette proposition semble avoir été faite surtout dans le but de se concilier les suffrages des pays en développement, car il semble vraiment illusoire, dans une situation d'équilibre de la terreur, de ne pas prévoir, ni vouloir, de procédures de vérification des informations budgétaires fournies par chaque Etat.

- **La proposition française de 1978** de création d'un Fonds international du désarmement pour le développement affectant à des fins de développement les fonds libérés par le désarmement n'a pas non plus reçu d'application pratique. Après une dotation initiale unique de 1 milliard de dollars, les ressources de ce fonds auraient été fournies par les accords de désarmement, les

(19) D. Colard, J. Fontanel, J.-F. Guilhaudis : « **Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile** ». Cahiers de la Fondation pour les études de Défense Nationale. Les Sept Epées. 1980.

contributions au fonds étant calculées sur la base du niveau d'armement des Etats. Le fonds aurait accordé des dons ou des prêts pour le développement des pays les plus pauvres.

Cette proposition soulève de nombreuses difficultés :

- qui sont les contribuables et les bénéficiaires ?
- elle propose un impôt sur les armes en faveur du développement, ce qui est assez paradoxal, puisqu'ainsi l'armement favoriserait l'aide internationale.
- elle n'a sans doute pas été préparée avec suffisamment de rigueur et le gouvernement actuel ne lui accorde plus l'intérêt nécessaire à sa mise en place.

En fait, **le désarmement pour le développement ne semble pas actuellement être un objectif politiquement opératoire.** En effet, l'armement contribue partiellement à maintenir l'ordre économique et social inégalitaire et la crise économique qui secoue le monde ne favorise guère les solutions collectives, compte tenu de la compétition internationale. Les études du désarmement pour le développement devraient dorénavant porter sur les problèmes soulevés par la reconversion des activités militaires vers les activités civiles, condition indispensable pour pouvoir articuler désarmement et développement.

l'ambiguïté des transferts vers les pays pauvres

Il est admis généralement que le transfert de ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique. Dans leur étude, Léontief et Duchin ont testé l'influence de l'aide internationale sur les économies des différents groupes de régions. Par rapport à la politique de désarmement sans transfert de ressources, toutes les régions du monde ont globalement, à terme, intérêt au transfert des ressources (tableau n° 2), même les pays donateurs. Cependant, hormis les pays arides d'Afrique, les pays d'Asie à faibles revenus, les pays d'Amérique Latine à revenus moyens et à faibles revenus, les pays d'Afrique tropicale et éventuellement l'Europe occidentale à revenus moyens, les écarts de PIB et de consommation par habitant ne sont pas significatifs. Autant dire que le transfert n'aura globalement aucun effet défavorable sur la croissance économique à long terme des pays riches, alors que les pays pauvres percevront un avantage important du transfert.

Cette analyse ne met pas en évidence les effets négatifs du transfert sur la croissance économique à court terme des pays donateurs. Une étude économétrique nous a conduit à mettre en évidence une réduction sensible de la croissance économique

TABLEAU N° 2
Scénarios de désarmement pour le développement en l'an 2000 (en dollars)

Régions	PIB par habitant			Consommation par habitant		
	A	B	C	A	B	C
1. Pays arides						
Afrique	368	353	163	283	274	124
2. Pays Asie à économie planifiée	372	372	372	251	251	251
3. Pays Asie faibles revenus	192	190	140	144	144	102
4. Pays de l'Est	4 891	4 891	4 894	2 976	2 979	3 008
5. Pays Asie hauts revenus	6 805	6 805	6 801	4 395	4 399	4 423
6. Amérique Latine revenus moyens	1 475	1 455	1 375	1 256	1 239	1 183
7. Amérique Nord	7 945	7 937	7 937	5 215	5 202	5 220
8. Océanie	5 411	5 412	5 410	4 089	4 092	4 109
9. Afrique, Moyen-Orient						
producteurs pétrole	3 913	3 888	3 868	2 553	2 553	2 553
10. U.R.S.S.	5 792	5 790	5 791	3 611	3 603	3 611
11. Afrique australe	1 320	1 320	1 320	948	950	956
12. Afrique tropicale	388	381	251	325	321	201
13. Europe occidentale hauts revenus	5 926	5 924	5 922	3 918	3 916	3 959
14. Europe occidentale						
revenus moyens	1 001	995	961	636	633	615
15. Amérique latine revenus moyens	490	488	423	295	294	246

Scénarios :

A : dépenses militaires équivalentes à C, mais avec un transfert des ressources épargnées de 15 % en 1990 et de 25 % en 2000. Ce scénario émet aussi des hypothèses sur les réductions de dépenses militaires dans les pays pétroliers, en Afrique tropicale et dans les pays d'Amérique Latine à faible revenu.

B : dépenses militaires équivalentes à C, mais aucune réduction particulière pour les régions sus-mentionnées.

C : dépenses militaires en l'an 2000 égales à 420,9 milliards de dollars (1970), achats de matériels de 173,6 milliards de dollars (1970) et 24,8 milliards de dollars (1970) de commerce des armes.

américaine, une aggravation de son déficit de la balance des paiements et le développement de tensions inflationnistes à la suite du transfert. Pour l'économie française, les résultats seraient assez différents, en ce sens que le transfert aurait une influence déflationniste favorable à la compétitivité internationale et à l'amélioration de l'investissement (20).

Pour les pays en voie de développement, les résultats apparaissent aussi très différents. Ainsi, le Maroc bénéficierait considérablement d'une aide accrue, alors qu'Israël subirait un processus inflationniste important, susceptible de remettre en cause l'intérêt du transfert.

Les effets à court terme sont donc très différents de ceux à long terme. Une procédure de désarmement pour le développement devrait tenir compte de ces divergences d'effets dans le temps et de la nécessité, dans une première étape, d'aider les pays qui subiraient les influences négatives de la procédure mise en place. Soulignons enfin, que l'aide aux pays en voie de développement n'est pas une panacée, car elle peut conduire à un maldéveloppement. Tout transfert financier n'est pas positif et peut conduire au gaspillage. La technologie occidentale peut être aussi sûrement dominatrice, centralisatrice et aliénante sans l'appui du secteur militaire.

Le désarmement peut certainement servir le développement, **mais le développement est sans doute aussi une condition du désarmement.** Les dépenses militaires ne sont que la résultante des conflits latents des systèmes, des idéologies et des intérêts. Le désarmement est

moins le résultat d'une volonté politique que d'une situation de réduction des antagonismes. Il peut même être dangereux pour la liberté s'il se dessine dans une période d'accroissement des inégalités sociales entre les nations et entre les hommes. Puisse-t-on comprendre assez tôt que les armes ne sont jamais à l'origine des exploitations, elles ne sont que les moyens d'asseoir et de maintenir des situations de domination.

Références

- Baran, P, Sweezy (1968), Le capitalisme monopoliste, Maspero.
- Deger, S. (1982), The developmental effect of military expenditure in LDCs, UNESCO, October.S
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le Désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.
- Dessouki, A. (1980), The effects of arms race and defence expenditures on development. The case of Egypt, ONU -, New York.
- Encinas des\$1 Pando (1980), The declaration of Ayacucho, Rapport pour le groupe Désarmement pour le Développement ?. ONU. New York.
- Faini, P., Annez, Taylor (1980), Defence spending, economic structure in LDCs, Rapport pour le Groupe d'esxter de l'ONU. MIT, 1980.
- Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, Revue de Défense Nationale

Fontanel, J. (1982), Les comparaisons des dépenses militaires, Revue Défense Nationale, Novembre.

Fontanel, J. (1982), Military expenditure and Economic Growth, France, Morocco, Report Written for the United Nations, 6.

Fontanel, J. (1982), Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des USA, de l'Égypte et d'Israël, Cahiers du CEDSI, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (1983), L'économie des armes, La Découverte/Maspero. Paris.

Galbraith, K. (1968), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, Paris.

Leontief, W., Duchin, F. (1980), *Worldwide implications of hypothetical changes in military spending*, USACDA, August 1980 .

Leontief, W. Duchin, F. (1980), *Worldwide economic implications of a limitation on military spending*, Prepared for United Center for Disarmament, June.

Melman, S. (1974), The permanent war, Schluster & Simon, NY

Ministère des Affaires Extérieures (1982), *Conclusion du rapport de la Commission spéciale de la deuxième session extraordinaire du désarmement*. Direction des Affaires politiques, n°271/DT, Paris, Août.

ONU(1978), Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (résolution S-10/2 du 30 juin 1978, § 351.

ONU (, 3 Septembre1981), Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le désarmement pour le développement ; A/36/356. New York